

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Plan d'urgence routier: 60 % des travaux sur les zones encore non impactées

LES travaux de réhabilitation des voiries urbaines suivent leur cours. Entamés en 2019, 60 % ont déjà été réalisés, selon Colas, le maître d'ouvrage. Mais certaines zones attendent encore les engins.

Georges-Maixent NTOU-
Libreville/Gabon

LA route reste une préoccupation, de premier plan, pour les pouvoirs publics. C'est justement pour répondre à cette problématique, celle des voies en dégradation très avancée, que le gouvernement a lancé, l'année dernière, un programme d'urgence. Son but: mettre un terme au cauchemar du vieux bitume qui met en péril la vie des usagers. Le programme en question fait partie intégrante du Plan d'action prioritaire du gouvernement (PAPG), qui regroupe l'ensemble des projets et réformes urgentes susceptibles d'avoir un impact immédiat et visible sur les populations tel qu'annoncé par le Premier ministre, lors de sa déclaration de politique générale, le 27 décembre 2019. Dans cette feuille de route, figure la question du développement des infrastructures routières et de la réfection de certaines voies jugées prioritaires.

À cet effet, la réhabilitation des voiries urbaines de Libreville, d'Owendo et d'Akanda demeure donc une priorité. Tout comme l'aménagement de la route Kougouleu-Medouneu et Ntoun-Kango.

Sur le même plan, il est également prévu la construction d'une voie de contournement de l'aéroport de Libreville.

Les travaux en cours dans la capitale se déroulent dans les secteurs suivants: Bas de Guégué, Camp de police, Cité de la caisse, Cité Mebiame, Mindoube, IAI, Ozangue, Carrefour Kante, Lalala, Nzenz-Ayong, Okala. Au total 88 voiries à réaliser.

À ce jour, selon un document

officiel de l'Agence nationale des grands travaux d'infrastructures (ANGTI), qui résume le niveau actuel des travaux, 38 voiries ont été achevées, 17 sont en cours et 33 rues attendent encore l'arrivée des engins.

Le programme en question fait partie intégrante du Plan d'action prioritaire du gouvernement (PAPG), qui regroupe l'ensemble des projets et réformes urgentes susceptibles d'avoir un impact immédiat et visible sur les populations tel qu'annoncé par le Premier ministre.

visionnel, ces travaux de réhabilitation des voiries prendront fin en début d'année 2021. Pour le premier trimestre 2020, 20 voies ont été sélectionnées: il s'agit de Derrière-l'école normale, Cité Mebiame, Cité de la caisse, Nzenz-Ayong et à la décharge de Mindoube.

L'entreprise Colas a été choisie par le gouvernement pour l'exécution de ces différents chantiers. Christophe Briges, son directeur général, a indiqué, lors d'une rencontre en début de semaine avec le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale, que 60 % des travaux

ont déjà été réalisés, soit un total de 25 km sur les 45 km de voies bitumées prévues.

Dans la zone de Dragages, au quartier Nzenz-Ayong, dans le sixième arrondissement de Libreville, la voie a été livrée fin 2019. Les usagers y circulent désormais en toute aisance

Nids-de-poule* Le ministre des Travaux publics (TP), Léon Armel Bounda Balonzi, prévoit de lancer une opération "Nids-de-poule zéro", pour résoudre définitivement, comme le nom du projet l'indique, l'équation des trous qui jalonnent les rues de Libreville et d'ailleurs. Les multiples trous causés, soit par le vieillissement du bitume, soit par les eaux de ruissellement dégoûlant çà et là.

"Je vais faire une évaluation de tous ces nids-de-poule. Les Travaux publics et des PME seront des acteurs de ces chantiers. C'est un plan que nous voulons réaliser en urgence", a confié le membre du gouvernement.



Photo: F.M. MOMBO

Les travaux sur la nationale 1 à partir de la zone économique de Nkok.



Travaux réalisés, mais d'importantes

Boulevard Triomphal / Bambouchine : à quand la reprise des travaux ?

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon



FACE à la forte dégradation de la chaussée et, surtout, des problèmes d'assainissement au niveau des ouvrages (caniveaux, buses) sur le boulevard Triomphal, le gouvernement avait envisagé, en octobre 2019, sur instruction du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, un plan d'urgence en 8 étapes.

Les gros travaux devraient consister à changer la structure de la route existante et tous les ouvrages hydrauliques vétustes, à l'origine des affaissements sur la voie, comme dans la zone du Sénat où de fortes dégradations de la route sont visibles.

La réfection des trottoirs était également incluse dans lesdits travaux. Il s'agissait, principalement, du terre-plein central dont le niveau des bordures devrait être rehaussé, pour empêcher que les voitures y accèdent, causant des accidents comme c'est souvent le cas. Le système d'éclairage devrait également être corrigé là où il est défaillant. Lancés officiellement le 25 octobre 2019 par l'ex-ministre des Travaux publics, Justin Ndoundangoye, les travaux de réhabilitation des 3 km de l'axe boulevard Triomphal confiés à l'entreprise Colas



Photo: Maixent Ntoutourme

sont, aujourd'hui... au point mort, 4 mois après. Évalué à 8 milliards de francs, le chantier n'a toujours pas démarré.

Idem pour la route de Bambouchine. Lancés le mercredi 30 octobre 2019, les travaux de construction de la route de 17 km reliant le petit marché de Bambouchine au carrefour Koubouyou, sont également à l'arrêt.

Évalués à près d'un milliard de francs et confiés à l'entreprise gabonaise Gfra BTP, ils prévoyaient le reprofilage de la voie, et la réalisation des fossés en terre pour permettre l'évacuation des grandes mares d'eaux visibles à plusieurs endroits. Une fois ces deux premières étapes exécutées, la dernière phase devait consister à recharger en calcaire et procéder au bitumage.

Selon le nouveau ministre des TP, le retard dans l'exécution du chantier de Bambouchine est dû à certaines "incongruités". "Nous avons lancé des travaux sur la base de quasiment rien. Il n'y a pas eu de contrats signés. De plus, les montants inscrits pour la réhabilitation de cette voie me paraissent peu digestes. J'ai ainsi instruit mes services pour aller recalibrer le projet. Mais avant, nous devons avoir une convention signée avec un opérateur qui obéit à des normes. Ce que nous allons faire, c'est d'envoyer un avis de non-objection à la direction générale des Marchés publics. Ensuite, trouver les financements et mettre un opérateur sur le chantier. Avant le 15 mars 2020, nous pourrions relancer les travaux", a indiqué Léon Armel Bounda Balonzi.

Les promesses seront-elles tenues ?

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon



DEPUIS quelques mois, le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale et son équipe s'activent, afin de donner une réponse efficace et efficiente au problème du réseau routier gabonais. D'où les travaux entamés expressément dans le cadre des voiries du Grand Libreville, et le plan d'urgence décrété, en vue de résorber tous les points noirs sur le réseau routier et améliorer ainsi les conditions de trafic.

Malgré les assurances données au chef du gouvernement par le directeur général de Colas, à savoir que près de 60% des travaux sont déjà

Des interrogations subsistent toutefois, du fait du frémissement constaté dans le cadre de l'exécution de certains chantiers.

réalisés, des interrogations subsistent toutefois, du fait du frémissement constaté dans le cadre de l'exécution de certains chantiers. À l'instar de celui du boulevard-Triomphal, où seule la base

vie aménagée à cet effet est visible pour l'instant. Mais également le chantier de Bambouchine dont les travaux lancés, le 30 octobre 2019, sont aujourd'hui au point mort. Dans l'attente de la signature d'un contrat "en bonne et due forme" avec un potentiel opé-

rateur (lire ci-dessus).

En dépit des assurances du ministre des TP, Léon Armel Bonda Balonzi, quant à une éventuelle reprise imminente de ces deux chantiers, on est en droit de s'interroger sur l'effectivité réelle du redémarrage des travaux, en dépit du choix porté sur l'entreprise Colas Gabon, qui se prévaut de décennies d'expérience dans le domaine.

Gageons, par ailleurs, que le rétablissement de l'équilibre des finances publiques, dans le cadre du Plan de relance économique (PRE), ne sera pas un obstacle à la mise à disposition par l'État des ressources nécessaires à ce programme de réfection et de construction des routes.

Photo: DR/L'Union